

Israël : De la propagande

Ce papier est dédié à Monseigneur Hilarion Capucci, ancien Archevêque Grec catholique de Jérusalem (1), et à Mgr Cyrille Salim Bustros, Archevêque de Newton (États-Unis), porte parole du Synode des Eglises d'Orient, deux prélats Melkites qui ont maintenu vivace, au sein du clergé arabe, la revendication nationale palestinienne, bravant les foudres israéliennes et les pulsions mortifères de la frange xénophobe de l'Islam irrédentiste.

Israël : De la propagande 1/3

La capitulation de Barack Obama, président de la première puissance militaire de la planète, devant le premier ministre israélien Benyamin Netanyahu, sur les conditions de déroulement des négociations de paix israélo-palestiniennes, la pression permanente exercée par Israël sur les États-Unis et l'Europe, tant en ce qui concerne la neutralisation du potentiel nucléaire iranien que sur les conclusions de l'enquête internationale du Tribunal Spécial sur le Liban concernant l'assassinat de l'ancien premier ministre Rafic Hariri, illustrent la prédominance du fait israélien dans la détermination de la diplomatie occidentale, au point de brider sa marge de manœuvre, entraînant, par contre coup, sa perte d'autonomie ; Un fait qui explique une part du rejet occidental dans la sphère arabo musulmane.

L'auteur de ces lignes revient, dans une série de trois papiers, sur les ressorts de cette prééminence israélienne, comme en témoignent les révélations du site en ligne WikiLeaks du 1er décembre 2010.

I – Du bon usage de la Bible :

La terre promise, le peuple élu et la controverse théologique avec l'Eglise d'Orient.

Le génocide juif n'est pas l'unique génocide du XX^e siècle, ni le premier, redoutable honneur tristement revendiqué par les Arméniens de Turquie, ni le dernier (Cambodge et Rwanda 1995), ni l'unique génocide de l'histoire de l'humanité, ni le plus important, un titre qui peut être légitimement revendiqué, de par sa durée, par les Amérindiens d'Amérique et par l'Afrique, au point de constituer, par leur ampleur, non un génocide, mais un véritable sociocide, un anéantissement de la société indigène.

Unique pays au monde, avec le Kosovo, à avoir été créé par une décision de l'ONU, Israël est aussi l'unique pays au monde à refuser de se soumettre au contrôle de la légalité internationale, un des trois pays au monde à avoir assassiné un dirigeant de premier plan de l'ONU, en mission de paix en Palestine, le comte Folk Bernadotte, un acte qui vaut à Israël

d'être qualifié par le politologue américain Jeremy R. Hammond d'« État voyou » et les assassins de l'émissaire de l'ONU, de « terroristes sionistes » (2).

Un pays spécialiste du jeu de billards à trois bandes, qui compte à son passif un lourd bilan, en termes de déstabilisation régionale, comme en témoignent les attentats antioccidentaux et antijuifs contre l'Égypte nassérienne dans la décennie 1950 (Affaire Lavon), les attentats antisémites en Irak commis par le Mossad pour forcer au départ les juifs irakiens (affaire Shulamit Cohen), dans la décennie 1960, ou encore les raids répétitifs et les assassinats extrajudiciaires tant en Palestine, qu'au Liban, dans la période 1970-2000, ou enfin, le déploiement d'un important réseau d'agents, y compris au sein du commandement de l'armée, doublé du noyautage du réseau des télécommunications libanais.

Si la question juive revêt, toutefois, une importance particulière dans la sphère occidentale, particulièrement en Europe, c'est principalement en raison du fait que les deux pays qui passaient pour les plus civilisés de l'époque -l'Allemagne et la France- ont massacré leurs propres concitoyens du fait de leur origine ethnico religieuse. Mais, osons l'affirmation, si les Juifs avaient été des Iroquois d'Amérique du Nord, des Guaranis d'Amérique latine, des Bassas Bamilékés, des Songhaïs ou des Soninkés d'Afrique, voire même des Arabes, particulièrement des Palestiniens, gageons que l'Occident n'aurait jamais sanctuarisé ce problème.

L'orchestration d'une concurrence mémorielle sur des sujets de grandes souffrances ne relève pas de la victiologie. Elle révèle la pathologie de leur auteur. N'en déplaise, en effet, aux nombreux intellectuels de cour qui gravitent dans l'orbite du pouvoir, les trois grandes figures tutélaires du XX^{me} siècle pour leur contribution à la morale universelle auront été, faut-il le rappeler, trois personnalités du tiers monde colonisé, le Mahatma Gandhi (Inde), Nelson Mandela (Afrique du Sud), et, pour l'espace francophone, le Martiniquais Aimé Césaire, trois apôtres de la non-violence, une consécration qui retentit comme un camouflet pour les pays occidentaux avec leur cortège de nazisme, de fascisme, de totalitarisme et d'esclavagisme.

Mais le fait est que le primat d'Israël conditionne le discours politique occidental, tant en en raison de la responsabilité des grands pays européens dans le massacre de leurs compatriotes de confession juive, dans une sorte de solidarité expiatoire, que de l'activisme d'un important groupe de pression pro israélien dans un pays, les États-Unis, qui se trouve être la puissance majeure de l'époque contemporaine et chef de file du camp occidental.

Sauf à considérer l'intégrisme juif plus soluble dans la démocratie que l'intégrisme musulman, comment expliquer, sinon, cette dualité de comportement à l'égard des principaux protagonistes du conflit israélo-arabe. Se féliciter de la propulsion au pouvoir de la frange la plus radicale de l'extrême droite israélienne et ostraciser les formations paramilitaires arabes ou islamistes, alors que tant le Likoud que le Hamas ne prévoient pas dans leur charte, le premier, la reconnaissance de la Palestine, et le second, Israël, et que les « Fous de Yahvé » auront épinglé sur leur tableau de chasse l'ancien premier ministre, Itzhak Rabin, le négociateur des accords israélo-palestiniens d'Oslo, signe patent d'une volonté de paix, une cible qu'aucun intégriste palestinien, arabe ou musulman, n'aurait jamais rêvé d'atteindre

Israël représente, en effet, le 3^{me} pays par ordre d'importance en terme de couverture médiatique, derrière les États-Unis (300 millions d'habitants) et la Chine (1,5 milliards d'habitants). Malgré les conditions de sa naissance controversée, Israël a réussi à occuper le devant de la scène médiatique, captant constamment l'attention de l'opinion occidentale, réussissant le tour de force de placer sur la défensive tous ses contradicteurs, les Européens, naturellement, assignés à un complexe de culpabilité éternel du fait du génocide hitlérien, les Américains, par instrumentalisation d'un important groupe de pression pro israélien animé d'une volonté de domination hégémonique sur la zone pétrolière du Moyen orient, le Monde arabe, enfin, par son indigence à maîtriser les techniques de communication de la guerre psychologique moderne, doublée d'un défaut d'un argumentaire accessible à l'opinion occidentale, principal champ de bataille de l'opinion internationale, quand bien même il dispose de considérables atouts, les conditions historiques de la naissance de l'État juif, ainsi que le palmarès du tiers monde au titre de la morale universelle.

Au-delà de la présence d'un fort lobby pro israélien, la synergie entre Israël et les États Unis repose sur de fortes similitudes présidant aux conditions historiques de la formation de leur État. Une démarche identique, un processus similaire, un langage synchrone, un messianisme idéologique commun, un partenariat stratégique hors du commun, la spoliation, enfin, comme ciment fondateur de leur état respectif, un fait attesté tant par des acteurs majeurs du projet sioniste que par des sommités intellectuelles incontestables.

« Si j'étais un dirigeant arabe, je ne signerai jamais un accord avec Israël. C'est normal : Nous avons pris leur pays. Il y a eu l'antisémitisme, les Nazis, Hitler, Auschwitz, mais était-ce leur faute ? Ils ne voient qu'une seule chose : Nous sommes venus et nous avons volé leurs terres. Pourquoi devraient-ils accep-

ter cela ? », relèvera David Ben Gourion, le premier chef du gouvernement israélien, le 18 juillet 1948, dans les semaines qui suivirent la déclaration unilatérale d'indépendance de l'Etat Hébreu (3). Pour la première fois dans l'histoire, « une nation promet solennellement à une autre (nation en gestation) le territoire d'une troisième nation », renchéra, comme en écho, Arthur Koestler, auteur hongrois anticommuniste philo sioniste (4).

Autrement dit, une fraction de la Palestine est promise aux Juifs non pour les dédommager des atrocités commises à leur égard par les Palestiniens ou les Arabes, mais en compensation des persécutions qu'ils ont eu à subir en Europe. En somme, comme cela se dit vulgairement, c'est à dire dans le langage populaire, « on les dédommage sur le dos de la bête ».

« Ma perception de la conjoncture israélienne reste subordonnée à une autre à laquelle je suis encore plus sensibilisée ; celle qui se produisit il y a quelques siècles, de l'autre côté du monde, quand d'autres persécutés et opprimés vinrent s'établir sur des terres occupées depuis des millénaires par des peuples plus faibles encore et qu'ils s'empresseront d'évincer. Je ne puis évidemment pas ressentir comme une blessure fraîche à mon flanc la destruction des Peaux Rouges et réagir à l'inverse quand les Arabes Palestiniens sont en cause », déclarera dans un mémorable rappel à l'ordre à tous les activistes sionistes, l'anthropologue Claude Lévi-Strauss, dans son ouvrage « Tristes tropiques ». Accablant constat qui se passe de commentaires.

La position de l'Église d'Orient

Le retour à Sion, la terre promise au peuple élu : pour la première fois dans le débat public international, l'Église d'Orient a mis en question le bien fondé théologique de la mise en œuvre de la notion de « terre promise » pour « justifier le retour des juifs en Israël et l'expatriation des Palestiniens » (5).

Sujet tabou s'il en est, cette position a été affirmée par Mgr Cyrille Salim Bustros, Archevêque de Newton (États-Unis) à l'occasion du synode des Eglises d'Orient, qui est tenu du 14 au 24 octobre 2010, au Vatican. Les évêques et patriarches orientaux y affirment qu'il « n'est pas permis de recourir à des positions bibliques et théologiques pour en faire un instrument pour justifier les injustices [Hola ! ça suffit la plaisanterie qui consiste ensuite à qualifier le bougnoule d'« intégriste » et de terroriste, n'est-ce pas ? Qui est l'intégriste ?] ».

« Pour nous, chrétiens, on ne peut plus parler de Terre promise au peuple juif », terme qui figure dans l'Ancien testament, car cette « promesse » a été « abolie par la présence du Christ ». Après la venue du Jésus,

« nous parlons de Terre promise comme étant le royaume de Dieu », qui couvre la Terre entière, et est un « royaume de paix, d'amour, d'égalité (et) de justice », a ajouté le prélat, s'exprimant en sa qualité de président grec melkite catholique de la commission pour le message du synode pour le Moyen-Orient.

Ce synode est le premier synode de l'histoire de la chrétienté qui se tient au Vatican, en présence des représentants de l'Islam et du Judaïsme.

Les Chrétiens d'Orient sont les Chrétiens originels, les Chrétiens des origines de la chrétienté. Leur nombre serait de l'ordre de 13 millions de personnes, soit la population du Benelux, vivant aujourd'hui au Proche-Orient, en Turquie et en Iran et autant dans les pays de la diaspora en Amérique du nord, en Amérique latine, en Australie et en Europe occidentale, soit un total de 26 millions de personnes. Selon les estimations les plus généralement admises, le Liban compterait environ 30% de chrétiens, la Syrie 10%, la Jordanie 2%, l'Irak 3%, la Palestine 2%, l'Égypte 8%, Israël enfin 10% essentiellement des Arabes israéliens, un borborygme qui désigne les Palestiniens porteurs de la nationalité israélienne.

Véritable électrochoc, cette déclaration inhabituelle tant sur le fond que sur la forme, en tout cas dans les sphères occidentales a été accueillie par un silence glacial par les élites politiques et intellectuelles occidentales, tétanisées par le fait juif, entraînant une réplique du Centre Simon Wiesentahl accusant son auteur d'« antisémitisme ». La controverse suscitée à propos de cette déclaration épiscopale témoigne de la sensibilité du sujet.

Mais, au-delà des considérations bibliques et des justifications morales, l'impératif stratégique a prévalu dans la création d'Israël au Moyen orient. Une entité occidentale au coeur du Monde arabe à l'intersection de sa rive asiatique et de sa rive africaine, scellait la rupture définitive de la continuité territoriale de l'espace national arabe, la rupture du point d'articulation entre la voie continentale et la voie maritime de la « Route des Indes », la voie marchande des caravanes reliant le couloir syro-palestinien à son prolongement égyptien, une rupture stratégique du continuum au point de confluence des voies d'eau arabes (le Jourdain, le Yarmouk, le Hasbani et le Zahrani) et de ses gisements pétroliers, source de sa richesse, de son décollage économique et de sa puissance future.

Autrement dit, le « Foyer National Juif » s'est déployé en Palestine, précisément, et non à Madagascar ou en Argentine comme cela était prévu dans le projet originel pour l'évidente raison que la mise en place de cette entité occidentale au cœur du Monde arabe répondait avant tout à un géotropisme perma-

nent des puissances coloniales : le verrouillage de l'espace arabe au prétexte de la liberté de navigation et de la sécurité de la route des Indes : Gibraltar, le Canal de Suez, l'Ile de Massirah, la côte des pirates auront ainsi tout au long de l'histoire moderne constitué autant de jalons de l'expansion européenne, autant de places fortes de garnison et de vigiles de l'Empire britannique.

Le choix de la Palestine s'est fait en vertu du principe de la vacuité géographique. L'habillage idéologique à cette entreprise de prédation se résumait par ce slogan « Un peuple sans terre pour une terre sans peuple ». Un slogan mystificateur car il revenait à nier l'existence d'une population dont les ancêtres s'étaient frotté victorieusement aux Croisés, en Palestine. Nier l'existence d'une civilisation, marquée par une économie agricole réputée pour son huile, ses vins, le vin de Latroun, ses agrumes, les oranges de Jaffa célèbre dans l'ensemble de la Méditerranée, bien avant la fertilisation du désert par les vaillants Kibboutzim, autre mystification de la légende sioniste.

La notion de vacuité s'est depuis lors déclinée dans toutes ses variantes. De la vacuité géographique nous sommes ainsi passés à la vacuité culturelle puis à la vacuité politique, enfin à la vacuité stratégique du monde.

La vacuité culturelle : La Palestine a été décrétée en situation de vacuité par application de la théorie de Metternich, « le Res Nullus », tout simplement parce qu'elle a eu la mauvaise idée de se situer du mauvais côté de la frontière et de l'imperium européen. « En dehors des frontières de la civilisation, il était loisible d'insérer librement, au milieu des populations plus ou moins arriérées – et non contre elles – des colonies européennes qui ne pouvaient être que des « pôles de développement ». Autrement dit, la Palestine n'était pas un territoire vide démographiquement, mais culturellement, vide d'une sorte de vacuité culturelle, car ne répondant pas au standard européen. Près de cent ans plus tard, l'Irak était, à son tour, frappé de « vacuité politique », qu'il importait de lui appliquer la démocratie américaine, avec les déplorables conséquences que l'on constate quotidiennement sur le terrain.

Au plan politique, la théorie de la vacuité palestinienne s'applique d'ailleurs d'une manière discontinue depuis 1948 sur le plan politique. L'absence de progrès dans la recherche de la paix a toujours été imputée à l'absence de volonté de paix chez les Arabes, ce qui a été vrai un certain temps, mais qui n'est plus vrai depuis 1982 (adoption du plan de Fès Maroc), et surtout à l'absence d'interlocuteurs palestiniens, ce qui n'a jamais été vrai.

Le bestiaire israélien est riche pour désigner les arabes « des « animaux à quatre pattes », aux « cafards », sans que cette débauche de xénophobie ne suscite la moindre protestation dans les chancelleries occidentales, sans que les Palestiniens soient identifiés pour eux mêmes, pour ce qu'ils sont, des Palestiniens, les habitants originels de la Palestine, quand ils ne sont pas qualifiés de « terroristes », ils sont tour à tour, arabes israéliens ou habitants des territoires (lesquels ?) ou alors, selon leur appartenance communautaire ou ethnique (druzes, bédouins) jamais arabes palestiniens ou tout simplement palestiniens.

René Naba | 10.01.11 | Paris.

Références

1- Mgr Hilarion Capucci, ancien Archevêque Grec Catholique de Jérusalem, a été emprisonné pendant 2 ans (1974-1976) par Israël pour son soutien à la cause palestinienne. Né en 1922 à Alep (Nord Syrie), Mgr Capucci, malgré son âge avancé, a participé au mouvement international de soutien pour la levée du Blocus de Gaza. Il se trouvait à bord du bateau turc MV Mavi Marmara, pris d'assaut par la marine israélienne en Mai 2010, alors que la flottille humanitaire tentait de briser le blocus naval de l'enclave palestinienne.

2 – Affaire Bernadotte : L'un des actes les plus notoires du terrorisme israélien a eu lieu en 1948 quand des forces juives, membres de la faction LEHI (aussi connue comme le groupe Stern) ont assassiné le comte Suédois Folk Bernadotte, médiateur appointé par l'ONU. Bernadotte a été tué le 17 septembre 1948, au lendemain de sa présentation de son second plan de médiation qui réclamait notamment le rapatriement et des dédommagements pour les réfugiés palestiniens, dont le sort constituait un des points de discorde entre Israël et les États-Unis. A la présentation de son rapport, les Israéliens avaient déjà expulsé plus d'un demi million de Palestiniens hors de chez eux. Les deux autres attentats contre des émissaires de l'ONU ont eu lieu, le premier, au Congo contre Dag Hammarskjöld, Secrétaire Général en fonction à l'époque, (1953-1961), le 18 septembre 1961, et, en Irak, contre le siège de l'ONU, le 19 Août 2003, provoquant la mort d'une vingtaine de personnes, dont le chef de la mission, le brésilien Sergio Vieira de Mello. Jeremy Hammond énumère soixante dix neuf (79) résolutions internationales qu'Israël viole ou se refuse à appliquer, au terme d'une étude, publiée dans « Foreign Policy », couvrant 61 ans de vie diplomatique, la période allant de 1948, -(résolution 57 du 18 septembre 1948 adoptée par le Conseil de sécurité de l'ONU dans la foulée de l'assassinat par les

Israéliens du Comte Bernadotte, médiateur du conflit entre juifs et arabes), à 2009 avec la résolution 1860 du 8 janvier 2009 concernant la destruction de Gaza.

3-Cf. « Israël et ses tribus : l'Etat Hébreu fête ses 60 ans »-Courrier international N° 913 du 30 Avril au 6 Mai 2008

4- « Les cent clés du Moyen-orient » Alain Gresh et Dominique Vidal -Edition de l'Atelier

5- À propos chrétiens d'Orient cf.:

[Le singulier destin des Chrétiens d'orient Part 1/2](#)

[Le singulier destin des chrétiens d'orient Part 2/2](#)

Déclaration du Synode/Moyen-Orient: Israël ne peut s'appuyer sur la Bible pour justifier l'occupation (AFP- 23 octobre 2010). Déclaration de l'Archevêque de Newton (États-Unis) Mgr Cyrille Salim Bustros, président Grec Melkite Catholique de la commission pour le message du synode pour le Moyen-Orient.

CITÉ DU VATICAN- Israël ne peut pas s'appuyer sur le terme de « Terre promise » figurant dans la Bible pour « justifier le retour des juifs en Israël et l'expatriation des Palestiniens ». « On ne peut pas se baser sur le thème de la Terre promise pour justifier le retour des juifs en Israël et l'expatriation des Palestiniens ». Les évêques et patriarches orientaux affirment qu'il « n'est pas permis de recourir à des positions bibliques et théologiques pour en faire un instrument pour justifier les injustices ». « Pour nous, chrétiens, on ne peut plus parler de Terre promise au peuple juif », terme qui figure dans l'Ancien testament, car cette « promesse » a été « abolie par la présence du Christ ». Après la venue du Jésus, « nous parlons de Terre promise comme étant le royaume de Dieu », qui couvre la Terre entière, et est un « royaume de paix, d'amour, d'égalité (et) de justice ». « Il n'y a plus de peuple préféré, de peuple choisi, tous les hommes et toutes les femmes de tous les pays sont devenus le peuple choisi », a ajouté le prélat. Le prélat Il a par ailleurs mis en avant deux problèmes dans la solution préconisée par la communauté internationale et le Vatican d'instituer un État juif et un État palestinien pour résoudre le conflit au Proche-Orient.

Dans le cadre d'un État juif, il s'est inquiété du risque d'exclusion « d'un million et demi de citoyens israéliens qui ne sont pas juifs mais arabes musulmans et chrétiens ». Pour lui, il vaudrait mieux parler d'« un État à majorité juive ». La question du « retour des déplacés palestiniens » est « aussi très grave », a-t-il ajouté. « Quand on va créer deux États, il va falloir résoudre ce problème », a affirmé

Mgr Bustros.

Israël : De la propagande 2/3

I – Hasbara, Kiss, GIYUS. ORG, Spot and Shoot, le vade-mecum des outils de la stratégie israélienne de communication

La place prépondérante qu'occupe Israël en termes d'« unités de bruit médiatique » s'explique aussi par sa maîtrise des outils de la stratégie de communication moderne grâce à des techniques qui ont pour nom Hasbara, Kiss, GIYUS. ORG, abscons pour le grand public.

Hasbara (1) : Le terme hébreu « Hasbara » se traduit officiellement par « explication publique » mais signifie couramment « propagande », du latin *propaganda*, ce qui doit se propager.

Cela inclut non seulement le travail des relations publiques gouvernementales mais des questions plus secrètes que traite le pouvoir israélien avec une cohorte d'organisations privées et d'initiatives qui font la promotion de l'image d'Israël dans la presse, à la télévision et en ligne. Conséquence de la dégradation de l'image d'Israël, en général, et de l'armée israélienne, en particulier, consécutive au bellicisme de ses équipes gouvernementales, Israël déploie une équipe de cybernautes pour diffuser une désinformation positive.

Le ministère des Affaires étrangères israélien a ainsi mis sur pied une équipe clandestine spéciale de travailleurs rémunérés dont le travail consiste à surfer sur l'Internet 24 heures sur 24 pour propager des informations positives sur Israël. Le recrutement s'opère parmi les soldats fraîchement diplômés et démobilisés, dotés de compétences linguistiques, en vue de jouer le rôle de surfeurs ordinaires, tout en propageant la ligne gouvernementale sur le conflit du Moyen-Orient. Les surfeurs de l'opération HASBARA ne s'identifient pas comme Israéliens, mais comme des surfeurs dont les propos ont une touche personnelle, mais qui reposent en fait sur un argumentaire mis au point par le ministère. Une équipe de cybernautes, en somme, pour diffuser de la désinformation positive en vue de tenter d'étouffer le débat, comme ce fut le cas lors de l'assaut naval israélien contre la flottille humanitaire de Gaza, en avril 2010.

L'existence d'une « équipe Internet de combat » est apparue au grand jour depuis qu'elle a été inscrite dans le budget du ministère des Affaires étrangères en 2009. Près de 105 000 € ont été réservés à une première phase de développement, et un financement supérieur est prévu pour la suite, en raison de l'importance prise par l'Internet dans la guerre psycholo-

gique contemporaine, au point de devenir un théâtre d'opérations dans le conflit israélo-palestinien.

Le soutien à Israël qui s'exprime, d'une manière passionnée, dans les sections interactives des sites Internet, forums, chats, blogs, Twitters et Face book, n'est pas aussi spontané qu'il n'apparaît à première vue. Une synchronisation est effectuée avec un groupe de défense privé, particulièrement actif GIYUS. ORG (Give Israel Your United Support). Ce groupe disposerait de près de 50 000 activistes, équipés d'un programme téléchargé « MEGAPHON », chargé d'alerter leurs ordinateurs chaque fois qu'un article critiquant Israël est publié. Ils sont alors censés bombarder le site de commentaires de soutien à Israël.

Spot and Shoot (2) : En complément à la bataille de l'Internet, Israël a développé la guerre optronique (optique électronique) sous un programme intitulé *Spot and Shoot* (Repère et Tire), qui équivaut à un meurtre à distance par télécommande. Des opérateurs sont assis devant un écran de télévision à partir duquel ils peuvent contrôler l'action avec une manette de style PlayStation. Le but : tuer. Manié par des jeunes israéliennes qui font leur service militaire, *Repère et tire*, comme l'appelle l'armée israélienne, peut ressembler à un jeu vidéo, mais les silhouettes sur l'écran sont de vraies personnes, les Palestiniens de Gaza, qui peuvent être tués par la pression d'un bouton sur la manette. Des femmes soldats, situées loin de là dans une salle d'opération, ont la responsabilité de cibler et d'actionner les tirs des mitrailleuses télécommandées installées sur des tours de guet tous les quelques mètres le long de la grille électronique qui encercle Gaza.

Le système est l'un des derniers dispositifs de « meurtre à distance » développé par la Compagnie israélienne d'armement Rafael, l'ancienne division de la recherche en armement de l'armée israélienne, désormais une firme gouvernementale distincte. Le contrôle à distance du matériel militaire comme 'Spot and Shoot' est le visage de l'avenir. Il espère que d'ici une décennie, au moins un tiers des machines utilisées par l'armée israélienne pour le contrôle terrestre, aérien et maritime seront télécommandées.

B- KISS : Pour « Keep It Simple and Specific » ou « Keep It Stupid and Simple ». La méthode repose sur le principe selon lequel une question simple et précise vaut souvent mieux que d'aller droit au but en attendant que l'utilisateur fasse lui-même un raisonnement plus complexe. Offrez à votre interlocuteur la possibilité de donner son opinion. Faites-lui sentir qu'il est spécial à vos yeux. Tenir compte des remarques de l'interlocuteur et le lui signaler, cela encouragera sa réceptivité à vos arguments.

II- L'argumentaire ou la proposition du "The Israël Project's 2009, Global Language Dictionary"

Le principe de base repose sur l'axiome selon lequel le langage d'Israël et le langage des États-Unis sont synonymes, s'articulant sur des mots basiques : « démocratie », « liberté », « sécurité ».

Un rapport intitulé "The Israël Project's 2009 Global Language Dictionary", rédigé par Franz Lunzt, un américain sioniste, opérant pour le compte du groupe de pression, « The Israël Project (TIP) », basé à Washington, vise à faire la promotion de la version israélienne des événements, en proposant d'expressions et vocabulaire « prêts à l'emploi » afin de donner une image positive d'Israël.

Ce rapport de 117 pages, établi en avril 2009 et mis à jour par Newsweek le 10 juillet 2010, part du constat que les médias sont la source principale de l'information sur le Moyen Orient pour la grande majorité des Américains. Il invite en conséquence les dirigeants pro israéliens à s'assurer que des histoires solides et « programmables à la TV » soient choisies et montrées dans les médias sur une base régulière.

Fondé sur des sondages auprès des Américains, le rapport est une leçon aux autorités américaines sur la manière de présenter le « plat Israël » à la planète. Le rapport se conclut par cette affirmation péremptoire : « ce n'est pas ce que vous dites qui compte. C'est ce que les gens entendent ».

De l'usage du vocabulaire et du ton : L'auteur donne plusieurs exemples des « mots pour le dire » dans des encadrés citant des exemples de ce qu'il ne faut pas dire, et ce qu'il faut dire. Il cite en exemple l'usage de l'Empathie

« Même les questions les plus difficiles peuvent être contournées si vous êtes prêts à accepter la notion que l'autre côté a, au moins, une certaine crédibilité. Si vous commencez votre réponse avec "je comprends et je sympathise avec ceux qui..." vous construisez déjà la crédibilité dont vous aurez besoin pour que votre audience sympathise et soit d'accord avec vous. »

Un ton condescendant, paternaliste, fera fuir les Américains et Européens. « Nous sommes à un moment de l'histoire où les Juifs en général (et les Israéliens en particulier) ne sont plus perçus comme des personnes persécutées. Les audiences américaines et européennes -audiences non juives sophistiquées, éduquées, ayant leurs points de vue- les Israéliens sont souvent vus comme les occupants et les agresseurs » souligne-t-il.

L'auteur recommande de différencier clairement Palestiniens et gens du Hamas. Par humilité, Ne pas prétendre qu'Israël est dans l'erreur ou sans-faute, mettre constamment l'accent sur les buts militariste du Jihad et du support iranien du terrorisme afin de créer de l'empathie pour Israël, rappelant régulièrement qu'Israël veut la paix, évoquant au passage des expressions telles « compromis », « diplomatie économique », « exemples d'efforts de paix » « prospérité économique » (pour les Palestiniens).

Dernière et non la moindre des recommandations : Parler du futur, jamais du passé, en laissant entrevoir un espoir. Éviter une attaque directe de votre opposant. Utiliser un ton doux. Montrer vos regrets que les Palestiniens aient été si pauvrement gouvernés. Et surtout « Ne pas parler de la religion, mais, en revanche, Faire un parallèle entre les États-Unis et Israël incluant la défense contre le terrorisme » [mais en excluant soigneusement le massacre par les futurs Américains de quelque dizaines de millions d'Indiens. Les amers Ike Huns furent des tueurs d'Indiens et de bisons ; les actuels envahisseurs et occupants de la Palestine sont des tueurs de Palestiniens et de dramadaires. Ils ont tout ce qu'il faut pour s'entendre. Ils sont comme larrons en foire].

III – Le lobby pro israélien aux États-Unis

Le CAIAP (3) – Le CAIAP « Le Comité Américano-israélien des Affaires Publiques », est le deuxième lobby le plus puissant du pays après la National Rifle Association (le lobby des porteurs d'armes) dans la liste du National Journal. Son objectif est simple : un Israël puissant, libre d'occuper les territoires qu'il veut, des Palestiniens affaiblis et un soutien américain aveugle à Israël. Il dispose pour ce faire d'un formidable réseau de partisans dans tout le pays. Ses 100 000 membres, une augmentation de 60% par rapport à 2001, sont dirigés par neuf bureaux régionaux, leurs dix bureaux satellites, et l'équipe de Washington, un groupe d'une centaine de personnes hautement professionnel qui comprend des lobbyistes, des chercheurs, des analystes, des organisateurs et des publicitaires soutenus par un énorme budget de 47 millions de dollars par an.

L'équipe du CAIAP est célèbre au Congrès pour sa dextérité à recueillir les dernières informations sur les affaires du Moyen-Orient pour les convertir en communiqués politiques digestibles et soigneusement orientés (selon leurs idées) à l'usage des assistants parlementaires.

Le CAIAP concentre tous ses efforts sur le Congrès, la pression sur la branche exécutive est opérée par (le lobby) la « Conference of Presidents of Major American Jewish Organizations » (la conférence des prési-

dents des organisations majeures juives américaines). Ce groupe, moins connu que le CAIAP, dispose toutefois d'autant de pouvoir. Constitué des chefs de plus de 50 organisations juives américaines, la « Conference of Presidents » est censée représenter la voie collective de la communauté juive américaine, laquelle tend à être plutôt pacifiste au sujet des problèmes au Moyen Orient.

Hillary Clinton continue de vouloir faire oublier sa déclaration de 1998 pour un Etat palestinien et le baiser donné à Suha Arafat en 1999. Elle a depuis cherché à compenser en votant selon les idées du CAIAP sur presque toutes les questions.

Pour les élections en cours, elle a reçu 80 000 dollars de la part des pro israéliens, plus que n'importe quel autre candidat au Congrès. Du fait des dons, le lobby pro israélien peut compter sur la moitié de la Chambre des députés, de 250 à 300 membres, pour faire tout ce que le CAIAP veut, sans poser de questions.

Dans les faits, cette organisation est dirigée par son vice-président, Malcolm Hoenlein, longtemps proche du mouvement des colons. Pendant plusieurs années durant les années 1990, il a servi de président associé pour les dîners annuels new yorkais servant à récolter des fonds pour Bet El, une colonie militante près de Ramallah. En 20 ans de présence à la Conférence, Hoenlein s'est assuré qu'Israël puisse poursuivre n'importe quelle politique choisie, y compris son expansion en Cisjordanie, sans aucune interférence des États-Unis. Durant les années Clinton, la « Conference of Presidents » était très enthousiaste durant la campagne pour le transfert de l'ambassade américaine à Jérusalem.

En octobre 1995, le « Jerusalem Embassy Act » a été largement accepté dans les deux chambres du Congrès. La loi prévoyait le transfert de l'ambassade à Jérusalem en 1999 à moins que le président n'invoque un désistement au nom de la sécurité nationale. Ne voulant pas s'opposer au CAIAP, le président Clinton laissa passer le projet de loi sans le signer. Comme prévu, des protestations véhémentes se firent entendre dans toutes les capitales arabes et Clinton accomplit son devoir et invoqua le désistement, et il n'y eut pas de transfert. Mais tous les 6 mois son administration doit soumettre au Congrès un rapport expliquant comment il appliquait la loi.

Autre exemple sous l'administration de George Bush jr, à l'occasion de la présentation, en avril 2003, de la « road map » (plan de route) pour le Moyen Orient. Le plan désignait une série de voies parallèles que les Israéliens et les Palestiniens devaient emprunter simultanément et qui devaient mener à la création

d'un État palestinien indépendant au cours de l'année 2005. Le plan reflétait la conviction de l'administration selon laquelle, comme elle se préparait à envahir l'Irak, elle devait montrer au monde arabe qu'elle travaillait activement pour résoudre l'impasse israélo-palestinienne.

Mais l'exigence qu'Israël travaille à un accord conjointement avec les Palestiniens semblait être pour le CAIAP et Sharon une pression politique regrettable et le lobby travailla avec ses amis au Congrès pour écrire une lettre qui en disait autant. Le plan de route finit par échouer. Cela a été causé par plusieurs facteurs, notamment la violence continue dans la région, mais la pression exercée par le CAIAP y a certainement contribué. Il en est de même pour le dossier nucléaire iranien.

Un élément clé du réseau est le « Washington Institute For Near East Policy ». Le CAIAP a aidé à la création de cet organisme de réflexion en 1985, avec Martin Indyk, directeur de recherche du CAIAP qui en est devenu le premier directeur. Ses politiques sont globalement le miroir de celles du CAIAP. Le directeur exécutif, Robert Satloff, est un néo-conservateur, le directeur de recherche, Patrick Clawson, a été un partisan d'un changement de régime en Iran et pour une confrontation entre les États-Unis et Téhéran au sujet de son programme nucléaire.

Enfin, dernier et non le moindre, l'éditeur du « Activities Update » n'est autre que Michael Lewis, fils de Bernard Lewis, l'universitaire de Princetown et interprète du monde arabe qui a donné des conseils à l'administration George Bush dans les mois précédant la guerre en Irak, et, surtout, Maître à penser de l'intellectuel évolutif Alexandre Adler, éditorialiste au Figaro et de la cohorte des néo conservateurs français.

IV – La capitulation américaine face à Israël : Une assistance au suicide

La capitulation de Barack Obama, président de la première puissance militaire de la planète, devant le premier ministre israélien Benyamin Netanyahu sur les conditions de déroulement des négociations israélo-palestiniennes, la pression permanente exercée par Israël sur les États-Unis et l'Europe, tant en ce qui concerne la neutralisation du potentiel nucléaire iranien que sur les conclusions de l'enquête internationale du Tribunal spécial sur le Liban concernant l'assassinat de l'ancien premier ministre Rafic Hariri, illustrent la prédominance du fait israélien dans la détermination de la diplomatie occidentale, au point de brider sa marge de manœuvre, entraînant, par contre coup, sa perte d'autonomie ; un fait qui explique une part du rejet occidental dans la sphère arabo musulmane.

Jamais dans l'histoire de l'humanité, une superpuissance de 310 millions d'habitants n'est apparue aussi complètement inféodée à un petit pays de sept millions d'individus.

Jamais dans l'histoire, un pays au PIB annuel de l'ordre de 200 milliards de dollars, n'a autant imposé sa volonté à une superpuissance pesant 14. 510 milliards de PIB annuel. En vain.

Au point que des universitaires américains posent la question du bien fondé de cette alliance, notamment Andrew Bacevic, professeur des relations internationales à la Boston University, qui dresse le constat de « l'échec de l'art occidental de la guerre (4) et que le militant de la paix israélien Uri Avnery estime que le soutien américain à Israël relève de l'assistance au suicide (5).

L'hostilité grandissante de l'opinion mondiale vis à vis d'un tel comportement s'est récemment traduite par la reconnaissance de l'État de Palestine dans les frontières de 1967 par le Brésil, la Bolivie, l'Argentine, ainsi que par la lettre de 26 anciens dirigeants européens (Chris Patten, Giuliano Amato, Felipe González, Lionel Jospin, Hubert Védrine, Romano Prodi, Javier Solana) appelant l'Union européenne à prendre des sanctions si, d'ici le printemps, le gouvernement israélien ne change pas de politique.

Mais, curieusement, la sonnette d'alarme des dirigeants européens n'a pas rencontré beaucoup d'échos dans la presse internationale, particulièrement française, signe patent de la tétanie des mediocrates devant le lobby pro israélien.

René Naba | 15.01.2011 | Paris

Notes

1- Jonathan Cook, The national (Nazareth) Le 25 juillet 2009. Pour consulter cet article, le lien suivant : <http://www.thenational.ae/apps/pbcs.dll/article?AID=/20090721/FOREIGN/707209856/1135>

2 – A propos de Spot and shoot Cf à ce propos : <http://news.antiwar.com/2010/07/12/israels-spot-and-shoot-system-aims-to-perfect-joystick-based-warfare/>

3- Comment Israël tente d'étouffer le débat, Michael Massing 11 Mai 2006. Paru en anglais sous le titre "The Storm over the Israel Lobby" IN THE NEW YORK REVIEW OF BOOKS, VOLUME 53, NUMÉRO 10, 8 JUIN 2006, Voir en ligne : <http://www.nybooks.com/articles/19062>. Ainsi que : « Le lobby pro israélien et la politique étrangère américaine » de John Mearsheimer et Stephen Walt – Editions La Découverte – septembre 2007 – « Une haine imaginaire ? Essai sur le nouvel antisémitisme en France » de Guillaume Weil Raynal – Éditions

Armand Collin-2006. – « Les nouveaux désinformateurs » de Guillaume Weil Raynal- Editions Armand Collon-2007.

4- Sur la stratégie globale de l'occident, Cf. à ce propos « [La fin de l'histoire militaire ? Les États-Unis, Israël et l'échec de l'art occidental de la guerre](#) » par Andrew J. Bacevich, Professeur d'Histoire et de relations internationales à la Boston University, mis en ligne le 27 Décembre 2010 sur tom dispatch.com. Texte traduit en français par Albert Caillé.

<https://docs.google.com/viewer?a=v&pid=gmail&attid=0.1&thid=12d2e2f02a282719&mt=application/>

5- Uri Avnery : « En Israël, une telle assistance est un crime. En revanche, le suicide ne l'est pas. Ceux que les dieux veulent détruire, ils les rendent d'abord fous. Espérons que nous retrouverons nos esprits avant qu'il ne soit trop tard », écrit le pacifiste israélien face à l'hostilité grandissante de l'opinion mondiale vis à vis d'un tel comportement. (« Ship of fools 2 », Gush Shalom, 18 Décembre 2010).

Israël : De la propagande 3/3

Le Soft Warfare" (La douce guerre) : Al Jazira en exemple et les Sayanim à contribution.

Israël considère qu'il fait l'objet d'une campagne de dénigrement de nature antisémite, une tendance croissante qui si elle venait à persister « érodera la légitimité d'Israël sur la scène internationale », à l'effet de créer les conditions d'un boycott tous azimuts contre Israël, sur le modèle du boycott de l'Afrique du Sud du temps de l'Apartheid.

Pour neutraliser cette campagne de délégitimation, « Le document de travail pour la Conférence de 2010 Herzliya (1) préconise de lancer une chaîne de télévision similaire à la chaîne transfrontière arabe « Al Jazira », en quatre langues anglais, français, arabe et russe, premier cas de retournement de tendance pour Israël dont la tendance habituelle est de mépriser plutôt que d'imiter les Arabes.

Il recommande la mobilisation des « organisations locales et les individus dans chaque pays, les organisations internationales, sans qu'ils soient nécessairement affiliés à Israël ou la communauté juive » pour neutraliser cette tendance, recommandant la réactualisation de la loi internationale sur le terrorisme, une campagne de sensibilisation dans les collèges et universités d'Europe, de même que le développement d'un travail juridique en vue de modifier la législation des pays concernés, couplé par des poursuites au plan judiciaire ». Autrement dit de faire de l'activisme,

voir même de l'entrisme dans les campus et de faire appel à des sympathisants pour poursuivre en justice ceux qui prônent le boycott d'Israël.

Une des recommandations est naturellement la collaboration « avec les organisations pro israéliennes à l'étranger, en vue de rechercher systématiquement toutes les publications anti-israéliennes, y compris les analyses des médias, les rapports, les actions de boycott, en vue de leur donner une réplique immédiate ».

Le quotidien britannique Guardian de Londres, en date du 28 novembre 2010, fait état explicitement d'une note du ministre israélien des Affaires étrangères, Avigdor Lieberman, enjoignant aux ambassades israéliennes dans dix pays européens de trouver d'ici fin janvier environ 1000 personnes qui agiront en « amis d'Israël ».

Ces personnes devront être « recrutées parmi des journalistes, universitaires, étudiants et militants soit juifs soit chrétiens ». Elles seront informées par des fonctionnaires israéliens pour intervenir en faveur d'Israël par des articles, lettres et interventions dans des assemblées publiques. Elles devront non seulement recevoir des messages mais en faire une active promotion.

Les principaux centres de cette campagne seront cinq capitales européennes : Londres, Paris, Berlin, Madrid et Rome. Là, « les ambassades israéliennes recevront des fonds pour recruter aussi des professionnels : sociétés spécialisées en relations publiques et lobbyistes ». Elles auront comme tâche de renforcer l'action des « amis d'Israël » en diffusant des messages politiques sur des arguments comme la position israélienne à l'égard des Palestiniens et la violation des droits de l'homme en Iran.

Le ministère israélien des affaires étrangères suggère en outre aux ambassades en Europe d'organiser mensuellement des événements publics de haut niveau en faveur de la politique israélienne et d'inviter des personnalités influentes à visiter Israël. M. Lieberman lui-même rencontrera, en janvier 2011, ses ambassadeurs dans les pays européens pour donner une impulsion à cette nouvelle « offensive dans les relations publiques ».

Voilà qui éclaire d'un jour nouveau les quêtes régulières en France au bénéfice de l'armée israélienne, le mutisme de la presse occidentale devant la connivence nouvelle entre l'extrême droite européenne xénophobe et Israël, matérialisé par « La déclaration de Jérusalem » scellant une alliance des démocraties contre « une nouvelle menace globale de type totalitaire : l'islamisme » (2).

Voilà qui éclaire d'un jour nouveau le zèle de l'inventeur du botulisme, le roman enquêteur médiatique

Bernard Henry Lévy et ses reportages en « tourisme de guerre », faux pourfendeur de Rodrigo Taddéi et Pierre Cassen (3), du président d' « Avocats Sans Frontières », William Goldnadel, et son compère sécuritaire du CRIF, Sammy Gozlan, deux procureurs inlassables des militants pro palestiniens, soucieux de faire respecter le Droit international et les directives européennes dans leur action à prévenir la commercialisation des produits de la Palestine occupée sur le marché européen.

Voilà qui explique sans le justifier, le zèle du premier président de « sang mêlé », de solliciter, de son passage au ministère de l'intérieur, les conseils exclusifs pour la neutralisation des troubles des banlieues françaises, M. Avi Dichter, ministre israélien de la Sécurité publique, celui-là même qui est en charge de la répression de l'Intifada palestinienne dans les territoires sous occupation israélienne, transposant dans l'ordre symbolique, volontairement ou non, le conflit israélo-palestinien sur le territoire national.

La propagande israélienne gagnerait en crédibilité si elle témoignait d'une certaine cohérence. Vouer aux gémonies la Syrie pour avoir abrité un ancien nazi, Aloïs Brunner, et fermer les yeux, -N'est ce pas Serge Klarsfeld-, sur le « refuge » constitué par les États-Unis à des responsables de premier plan de l'extermination des Juifs (4)... Si le « tourisme de guerre » du philosophe Bernard Henry Lévy, au journal *Le Monde*, d'abord, (Liban Juillet 2006), au *Journal du Dimanche*, ensuite (Gaza décembre 2008), ne constituait une longue plainte d'indignations sélectives, mobilisant toujours pour le sud Soudan, jamais, pour le sud Liban, stigmatisant toujours l'Iran, la Syrie, la Palestine, Israël jamais, considéré pourtant par une large fraction de l'opinion internationale comme « l'État voyou n° 1 », ni, non plus l'Afghanistan de Hamid Karzaï.

II- Les Sayanim (5)

L'expression est tirée de l'Hébreu qui signifie informateur [balance]. Ils sont généralement des juifs de la diaspora qui, par « patriotisme », acceptent de collaborer ponctuellement avec le Mossad, ou autres institutions sionistes, leur apportant l'aide nécessaire dans le domaine de leur compétence. Selon Jacob Cohen, auteur d'un remarquable ouvrage sur la question, « LE PRINTEMPS DES SAYANIM, Éditions l'HARMATTAN », ils seraient près de 3000 en France et 3.000 rien qu'à Londres, se référant à aux indications de Victor Ostrovski, un ancien agent du Mossad. Un million de juifs à travers le Monde, Si on y associe le Bnai Brit (franc-maçonnerie juive internationale), la WIZO (organisation internationale des femmes sionistes), les organisations judéo sionistes

nationales, comme l'UPJF, l'UEJF, le CRIF... en France).

Les Sayanim interviennent aussi et surtout dans les manipulations médiatiques. Le Mossad possède un département important, appelé le LAP, pour « guerre de propagande », fort actif dans la réécriture de l'Histoire, comme en témoigne l'exemple du film EXODUS. « Il a réécrit l'histoire de 1948 et imposé la vision sioniste pour au moins une génération. En 1961, c'est le premier ministre israélien en personne qui a accueilli l'équipe du film à l'aéroport. Le Bnai Brit compte 500 000 membres dans le monde, probablement 400 000 aux États-Unis, dont 6 000 dans le secteur du cinéma. Il est difficile d'imaginer dans ce contexte un film défavorable à Israël », précise-t-il [?].

III – La théorie de Noam Chomsky sur la manipulation des masses

En complément, voici les commandements d'une bonne stratégie de manipulation de masse élaborée par Noam Chomsky, le linguiste américain du MIT (Massachusetts Institute of Technology) de Boston, sur la base de l'observation du fonctionnement des médias

1/ La stratégie de la distraction : Élément primordial du contrôle social, la stratégie de la diversion consiste à détourner l'attention du public des problèmes importants et des mutations décidées par les élites politiques et économiques, grâce à un déluge continu de distractions et d'informations insignifiantes. La stratégie de la diversion est également indispensable pour empêcher le public de s'intéresser aux connaissances essentielles, dans les domaines de la science, de l'économie, de la psychologie, de la neurobiologie, et de la cybernétique. « Garder l'attention du public distraite, loin des véritables problèmes sociaux, captivée par des sujets sans importance réelle. Garder le public occupé, occupé, occupé, sans aucun temps pour penser ; de retour à la ferme avec les autres animaux. » Extrait de « Armes silencieuses pour guerres tranquilles »

2/ Créer des problèmes, puis offrir des solutions : Cette méthode est aussi appelée « problème réaction solution ». On crée d'abord un problème, une « situation » prévue pour susciter une certaine réaction du public, afin que celui-ci soit lui-même demandeur des mesures qu'on souhaite lui faire accepter. Par exemple : laisser se développer la violence urbaine, ou organiser des attentats sanglants, afin que le public soit demandeur de lois sécuritaires au détriment de la liberté. Ou encore : créer une crise économique pour faire accepter comme un mal nécessaire le recul des

droits sociaux et le démantèlement des services publics.

3/ La stratégie de la dégradation : Pour faire accepter une mesure inacceptable, il suffit de l'appliquer progressivement, en « dégradé », sur une durée de 10 ans. C'est de cette façon que des conditions socio-économiques radicalement nouvelles (néolibéralisme) ont été imposées durant les années 1980 à 1990. Chômage massif, précarité, flexibilité, délocalisations, salaires n'assurant plus un revenu décent, autant de changements qui auraient provoqué une révolution s'ils avaient été appliqués brutalement.

4/ La stratégie du différé : Une autre façon de faire accepter une décision impopulaire est de la présenter comme « douloureuse mais nécessaire », en obtenant l'accord du public dans le présent pour une application dans le futur. Il est toujours plus facile d'accepter un sacrifice futur qu'un sacrifice immédiat. D'abord parce que l'effort n'est pas à fournir tout de suite. Ensuite parce que le public a toujours tendance à espérer naïvement que « tout ira mieux demain » et que le sacrifice demandé pourra être évité. Enfin, cela laisse du temps au public pour s'habituer à l'idée du changement et l'accepter avec résignation lorsque le moment sera venu.

5/ La stratégie de l'infantilisation : S'adresser au public comme à des enfants en bas âge. La plupart des publicités destinées au grand public utilisent un discours, des arguments, des personnages, et un ton particulièrement infantilisants, souvent proche du débilitant, comme si le spectateur était un enfant en bas âge ou un handicapé mental. Plus on cherchera à tromper le spectateur, plus on adoptera un ton infantilisant. Pourquoi ? « Si on s'adresse à une personne comme si elle était âgée de 12 ans, alors, en raison de la suggestibilité, elle aura, avec une certaine probabilité, une réponse ou une réaction aussi dénuée de sens critique que celles d'une personne de 12 ans ». Extrait de « Armes silencieuses pour guerres tranquilles ». (cf. « Armes silencieuses pour guerres tranquilles »)

6/ Faire appel à l'émotionnel plutôt qu'à la réflexion : Faire appel à l'émotionnel est une technique classique pour court-circuiter l'analyse rationnelle, et donc le sens critique des individus. De plus, l'utilisation du registre émotionnel permet d'ouvrir la porte d'accès à l'inconscient pour y implanter des idées, des désirs, des peurs, des pulsions, ou des comportements.

7/ Maintenir le public dans l'ignorance et la bêtise : Faire en sorte que le public soit incapable de comprendre les technologies et les méthodes utilisées pour son contrôle et son esclavage. « La qualité de l'éducation donnée aux classes inférieures doit être la plus pauvre, de telle sorte que le fossé de l'ignorance

qui isole les classes inférieures des classes supérieures soit et demeure incompréhensible par les classes inférieures. Extrait de « Armes silencieuses pour guerres tranquilles »

8/ Encourager le public à se complaire dans la médiocrité. Encourager le public à trouver « cool » le fait d'être bête, vulgaire, et inculte...

9/ Remplacer la révolte par la culpabilité : faire croire à l'individu qu'il est seul responsable de son malheur, à cause de l'insuffisance de son intelligence, de ses capacités, ou de ses efforts. Ainsi, au lieu de se révolter contre le système économique, l'individu s'auto dévalue et culpabilise, ce qui engendre un état dépressif dont l'un des effets est l'inhibition de l'action. Et sans action, pas de révolution !...

10/ Connaître les individus mieux qu'ils ne se connaissent eux-mêmes : Au cours des 50 dernières années, les progrès fulgurants de la science ont creusé un fossé croissant entre les connaissances du public et celles détenues et utilisées par les élites dirigeantes. Grâce à la biologie, la neurobiologie, et la psychologie appliquée, le « système » est parvenu à une connaissance avancée de l'être humain, à la fois physiquement et psychologiquement. Le système en est arrivé à mieux connaître l'individu moyen que celui-ci ne se connaît lui-même. Cela signifie que dans la majorité des cas, le système détient un plus.

Et son application au conflit israélo-arabe, le théorème de Bernard Langlois

Pour clore ce panorama : voici les règles du journalisme pour les Nuls édictées par Bernard Langlois, fondateur de la Revue de gauche *Politis*, qui résume parfaitement le débat, dans un style qui constitue un chef d'œuvre d'humour :

Règle numéro 1 : Au Proche Orient, ce sont toujours les Arabes qui attaquent les premiers et c'est toujours Israël qui se défend. Cela s'appelle des représailles.

Règle numéro 2 : Les Arabes, Palestiniens ou Libanais, n'ont pas le droit de tuer des civils de l'autre camp. Cela s'appelle du terrorisme.

Règle numéro 3 : Israël a le droit de tuer les civils arabes. Cela s'appelle de la légitime défense.

Règle numéro 4 : Quand Israël tue trop de civils, les puissances occidentales l'appellent à la retenue. Cela s'appelle la réaction de la communauté internationale.

Règle numéro 5 : Les Palestiniens et les Libanais n'ont pas le droit de capturer des militaires israéliens, même si leur nombre est très limité et ne dépasse pas trois soldats.

Règle numéro 6 : Les Israéliens ont le droit d'enlever autant de Palestiniens qu'ils le souhaitent (environ 10.000 prisonniers à ce jour dont près de 300 enfants). Il n'y a aucune limite et ils n'ont besoin d'apporter aucune preuve de la culpabilité des personnes enlevées. Il suffit juste de dire le mot magique « terroristes ».

Règle numéro 7 : Quand vous dites « Hezbollah », il faut toujours rajouter l'expression « soutenu par la Syrie et l'Iran ».

Règle numéro 8 : Quand vous dites « Israël », Il ne faut surtout pas rajouter après : « soutenu par les États-Unis, la France et l'Europe », car on pourrait croire qu'il s'agit d'un conflit déséquilibré.

Règle numéro 9 : Ne jamais parler de « Territoires occupés », ni de résolutions de l'ONU, ni de violations du droit international, ni des conventions de Genève. Cela risque de perturber le téléspectateur et l'auditeur de France Info.

Règle numéro 10 : Les Israéliens parlent mieux le français que les Arabes. C'est ce qui explique qu'on leur donne, ainsi qu'à leurs partisans, aussi souvent que possible la parole. Ainsi, ils peuvent nous expliquer les règles précédentes (de 1 à 9). Cela s'appelle la neutralité journalistique.

Règle numéro 11 : Si vous n'êtes pas d'accord avec ces règles ou si vous trouvez qu'elles favorisent une partie dans le conflit contre une autre, c'est que vous êtes un dangereux antisémite.

« Il y a un processus, mais il n'est pas de paix. Il est de conquête. Il est effectivement en marche et n'a jamais cessé de l'être depuis 1948. N'importe quelle personne de bonne foi, indépendamment de tout jugement moral ou politique, ne peut que constater cette dynamique d'expansion continue. A Moyen terme, je pense qu'Israël est condamné en raison de sa méprise, de ses choix impériaux qui l'ont conduit à s'adosser à l'Empire plutôt que de chercher l'entente avec ses voisins. Le bi nationalisme, pourtant l'ennemi juré du sionisme, l'a de fait emporté dans sa pire version, la sud africaine de l'Apartheid. Or l'Apartheid, cela ne peut pas durer. C'est pourquoi je pense que ce projet sioniste est condamné. Je suis particulièrement inquiet pour l'avenir de la minorité juive du Moyen orient dans les vingt prochaines années, vu la haine qu'elle a semée autour d'elle », prophétisait Rony Brauman, un anticonformiste Prix Nobel de la paix, à l'heure de l'assaut naval israélien contre la flottille de pacifistes européens contre le blocus de Gaza (6)

« Goa Karma Casher », substitut à la terre promise (7) ?

Mais pour sophistiquée que soit cette stratégie, l'Occident, à l'origine de ce problème, inexorablement, pâtit des manquements à sa propre éthique, de même que sa créature, dont plusieurs dizaines de soldats quittent chaque année leur pays, à la recherche d'un paradis artificiel, qui n'est pas la terre promise, mais un paradis hallucinatoire, répondant au nom mélodieux de « Goa Karma ».

Traumatisés souvent par leurs trois années de service militaire et par les opérations guerrières auxquelles ils ont dû participer, ils partent à l'aventure, à l'instar des hippies des années 1970, avec l'espoir de trouver un nouveau sens à leur vie, dans un monde régi par d'autres règles que le leur. Entre utopies et dérives, ils partent chercher en Inde l'illusion d'un monde de paix. Près de deux mille jeunes israéliens, par an, hommes et femmes, ont besoin, à l'issue de leur séjour en Inde, d'un soutien thérapeutique. Mais certains ont rompu toutes les amarres, pour s'enfoncer dans une marginalité parfois encore plus menaçante pour leur identité, loin des clichés de la propagande, le prix fort payé au bellicisme, la face cachée d'Israël.

Références

1 – The « Soft Warfare » against Israel : Motives and Solution Levers A Working Paper in Preparation for the Herzliya Conference 2010. Coordinateur Shmuel Bar, Director of Studies (Institute for Policy and Strategy), Contributeurs Rachel Machtige and Shmuel Bachar (Institute for Policy and Strategy), Shalom Harari, Institute for Counter Terrorism, Shaul Menasheh, Voice of Israel Radio Mr. Ido Mizrahi, IMPACT-SE. Le document de travail pour la Conférence de 2010 Herzliya préconise les actions suivantes : Identifier tous les acteurs clés qui déclenchent et génèrent de la haine (par rapport à ceux qui le diffusent), avec une ventilation par pays, la religion et l'origine ethnique, afin d'analyser leurs motivations et les objectifs. Estimer la menace et étudier les moyens de traitement de chaque. En collaboration avec les universités en Israël et à l'étranger et avec les organisations pro israéliennes à l'étranger, recherches systématiques de toutes les publications anti-israéliennes, y compris les analyses des médias, les rapports, les boycotts et son campus activités, et des réponses immédiates et contre-attaques.

Etablir une Cartographie des ONG pro israélienne et pro-occidentales, et l'exploitation de leurs services afin de transmettre la vérité des rapports et des messages à leurs destinataires. Tenir compte de plusieurs groupes chrétiens européens qui opèrent en Israël, au

nom de leurs églises respectives, et de servir les organismes d'aide directement pris en charge par les gouvernements européens : Diaconie de la Suède, l'Irlande et Trocaire Christian Aid au Royaume-Uni. Pour plus de détails, voir :

<http://www.ngo-monitor.org/article/diakonia>

<http://www.ngo-monitor.org/article/trocaire>,

http://www.ngo-monitor.org/article/christian_aid_uk.

Renforcer, enfin, la présence du récit juridique d'Israël dans la littérature juridique. À ce jour, des revues juridiques qui abordent le conflit israélo-palestinien, ont été principalement le fait du point de vue pro palestinien. Il n'y a pas de livre sur le droit international et Israël, de sorte que le narratif palestinien a le feu des projecteurs dans le milieu universitaire domaine du droit international.

Les ONG devraient être propulsées à financer la recherche du conflit qui donnerait une présentation claire de la narration israélienne.

2- Une délégation de près de trente-cinq parlementaires et responsables européens d'extrême droite a effectué le 18 décembre 2010 une visite en Israël. La délégation comprend des populistes de l'UDC aux fascistes suédois, tous partageant la même islamophobie, certains d'entre eux ayant même un passif nazi ou antisémite avéré. La délégation était composée des personnalités suivantes : Geert Wilders, Filip Dewinter et Frank Creyelman (responsable de la commission des affaires étrangères, Parlement belge), Heinz-Christian Strache (successeur de Jorg Haider), René Stadtkewitz (président du Parti de la Liberté Wilderien, Allemagne), Kent Ekeroth (responsable du Parti des Démocrates Suédois), des Suisses et bien évidemment des Danois, dont l'extrême-droite est ouvertement atlantiste. Geert Wilders a été reçu par Avigdor Lieberman.

La délégation a été reçue à la Knesset en loge d'honneur, ainsi que par le maire d'Ashkelon (jumelée avec Aix), à l'occasion d'une conférence organisée à l'université locale et par David Buskila, Maire de Sdero (jumelée avec Antony), membre du parti travailliste, ainsi que par le kahaniste Moshe Feiglin, membre important du Likoud, avant une tournée en « Samarie ». La délégation se réclame d'une « European Freedom Alliance (EFA) » qui n'est autre que le nom de la branche européenne de l'American Freedom Alliance, une de ces officines néo conservatrices islamophobes financées par la lobbyiste milliardaire Aubrey Chernick. Cette dernière a signé une « Déclaration de Jérusalem », qui propose une alliance des démocraties contre « une nouvelle

menace globale de type totalitaire : l'islamisme. »

3 – http://www.marianne2.fr/Grosse-bourde-de-BHL-reponse-salee-en-exclusivite-de-Cassen_a201067.html3

« Emporté par la haine envers toutes ses bêtes noires, BHL écrit souvent un peu vite. Trop vite. Et a un gros, un très gros, un énorme problème avec les noms propres. Il y avait eu la fameuse affaire Botul. Ce philosophe qui n'existait pas et qu'il avait cité dans son livre, suscitant la moquerie de tout Paris. Un peu plus tard, BHL voulut se payer Frédéric Taddei. En lisant une dépêche lui apprenant que ce dernier allait voir son contrat renouvelé, il se précipita sur sa plume, ou son clavier, et fustigea France Télévisions qui renouvelait un homme dangereux au point d'organiser des débats entre des gens qui ne sont pas d'accord entre eux. Le problème, c'est que la dépêche ne concernait pas Frédéric, présentateur de « Ce soir ou jamais », mais Rodrigo, footballeur transalpin de son état, auquel l'AS Rome venait de proposer ledit contrat. Dans son bloc-notes, BHL s'emmêle encore dans les patronymes. Il confond cette fois Pierre Cassen, chef de file de Riposte laïque et co-organisateur des assises sur l'islamisation, avec Bernard, ancien président d'ATTAC et journaliste rédacteur au Monde diplomatique ».

4-New York Times Dimanche 14 novembre révèle à quel point les autorités et les services de renseignement américains avaient mis en place un véritable « refuge » pour des dizaines de nazis et leurs proches. Le document décrit, dans ce qu'il nomme « la collaboration du gouvernement avec les persécuteurs », comment des agents du Bureau des enquêtes spéciales (OSI), l'agence du département d'État fondée en 1979 et chargée de traquer d'anciens nazis, ont appris que certains responsables du IIIe Reich « avaient délibérément obtenu l'autorisation d'entrer sur le territoire » des États-Unis, alors que des officiels américains connaissaient leur passé. Parmi les cas examinés figure celui d'Otto von Bolschwing. L'homme auquel la CIA apporta son aide en 1954 et qu'elle enrôla en son sein peu après était un proche d'Adolf Eichmann, et l'un des responsables de la déportation et de l'extermination des juifs en Allemagne. En 1981, après avoir découvert sa véritable identité, le département d'État lance une procédure d'extradition. Otto von Bolschwing mourra un an plus tard, chez lui, à Sacramento (Californie). Le rapport détaille également l'histoire d'Arthur Rudolph, ingénieur nazi responsable d'une usine de fusée souterraine employant une main-d'œuvre forcée. En 1945, il s'installe aux États-Unis où il participe aux programmes spatiaux américains. Quatre ans plus tard, le numéro deux du ministère de

la justice évoque, dans une note secrète, l'« intérêt national » que revêt à ses yeux le scientifique. Considéré comme l'un des pères de la fusée Saturn V, celle qui propulsa les premiers hommes sur la Lune, il obtiendra une décoration de la NASA.

5 – Cf. A ce propos Jacob COHEN, LE PRINTEMPS DES SAYANIM, éditions l'HARMATTAN : « Lorsque la France a construit une centrale nucléaire en Irak dans les années 1970, des scientifiques irakiens étaient venus à Saclay pour se perfectionner. Le Mossad était bien sûr intéressé à les connaître pour pouvoir agir sur eux. N'importe quel autre service secret aurait eu besoin de moyens en hommes, de filature, d'argent pour corrompre, peut-être de tentatives d'effraction, et de temps, pour y arriver éventuellement. Le Mossad, et c'est sa supériorité, s'est tout simplement adressé à un informateur juif (Sayan) qui travaillait à Saclay. Et a demandé que lui fussent fournis les dossiers complets originaux. Car il se méfiait des photocopies.

La majorité des renseignements étant en arabe, c'est lui-même qui s'est acquitté de cette tâche. Quel autre service de renseignements peut bénéficier de telles complicités ? Après, ce fut un jeu d'enfant pour piéger l'un de ces scientifiques, remonter jusqu'à leur responsable, et l'assassiner lors de sa visite à Paris. A propos de Gilad Shalit, l'auteur rappelle que le réseau des Sayanim à travers le monde a fait en sorte que son nom soit tellement matraqué que personne ou presque n'ignore son nom. Par ailleurs, son père a été reçu à plusieurs reprises par tous les dirigeants occidentaux, par Nicolas Sarkozy, Angela Merkel, Anthony Blair, Silvio Berlusconi, Jose Luis Zapatero, Manuel Barroso, par le secrétaire général de l'ONU, le parlement européen, l'assemblée de l'UNESCO, enfin le gratin mondial. Comment est-ce possible sans l'intervention de Sayanim bien placés dans les instances gouvernementales, économiques, culturelles, médiatiques ? Je rappelle qu'il s'agit d'un caporal d'une armée d'occupation. Quel autre prisonnier peut bénéficier d'une telle sollicitude internationale ? Et avoir son portrait géant sur l'édifice de la Mairie du 16e arrondissement ? « Des hommes politiques français, dont Nicolas Sarkozy et Bernard Kouchner, ont exigé sa libération pour raisons humanitaires. Sans dire un mot des milliers de prisonniers palestiniens. Il s'agit de faire pénétrer dans l'opinion internationale qu'Israël a un « otage » (un seul !) aux mains du Hamas. Cela fait oublier les 11 000 prisonniers palestiniens détenus dans les geôles israéliennes.

L'écrasante majorité d'entre eux sont des prisonniers politiques, c'est-à-dire condamnés pour leur lutte pacifique pour l'indépendance. **Rappelons qu'Israël**

est le seul pays « démocratique » au monde qui applique la détention administrative : pouvoir emprisonner n'importe quel citoyen, même étranger, sans avocat, sans jugement, sans motif, sans limitation dans le temps. Et c'est sur cette base que les forces d'occupation ont kidnappée, juste après l'enlèvement du soldat, 45 personnalités politiques du Hamas, en majorité des élus du peuple. Sans qu'elles n'aient rien à leur reprocher. Cela s'appelle des « représailles collectives » condamnées par le droit international, et rappelle le comportement de l'occupant nazi en France... [eh ! oui, les otages fusillés pour chaque officier allemand abattu dans le métro et Oradour, évidemment ; avec cette différence que les Boches ne comptaient pas s'établir en France tandis que les occupants de la Palestine entendent s'établir en Palestine, Le cas est donc pire : les Boches ont dû rentrer chez eux ; dans le cas de la Palestine, ce sont les Palestiniens qui ne peuvent pas rentrer chez eux] ». Fin de citation.

6- Interview à la Revue Moyen orient N°6 Juin Juillet 2010 « Regard de Rony Brauman sur l'action humanitaire dans le Monde et le Moyen orient » propos recueillis par Frank Tétard et Chiara Rettennella.

7- « Goa Karma Kacher » de Aimee Ginsburg revue Outlook 22.06.2010, article repris par le Courrier International du même jour.

A titre informatif, les révélations de WikiLeaks sur les pressions israéliennes sur les États-Unis.

Le Monde | 28.11.10 | 19h10 Iran : comment les Israéliens ont poussé Washington à la fermeté. (Natalie Nougayrède)

Jérusalem, le 1^{er} décembre 2009. Amos Gilad, directeur des affaires politico-militaires au ministère israélien de la défense, s'adresse à Ellen Tauscher, la sous-secrétaire d'Etat américaine. « Se penchant sur sa boule de cristal », écrit le diplomate américain qui relate la scène, « Gilad dit qu'il n'est pas certain que l'Iran ait décidé de fabriquer une arme nucléaire, mais que l'Iran est » déterminé « à avoir l'option d'en construire une ». La diplomatie du président Barack Obama, « l'engagement stratégique avec l'Iran, c'est une bonne idée », poursuit M. Gilad, selon ce télégramme obtenu par WikiLeaks et étudié par Le Monde, « mais il est bien clair que cela ne marchera pas ». L'évaluation des intentions du régime iranien, ainsi que la façon de résoudre la crise nucléaire, qui dure depuis 2002, occupent une place importante dans les « mémos » de la diplomatie américaine. Les Israéliens semblent, pour leur part, appeler constamment l'administration Obama à durcir son approche.

Un télégramme américain daté du 18 novembre

2009 note ces observations : « un représentant du Mossad affirme que Téhéran comprend qu'en réagissant positivement à l'engagement (américain, ndlr), l'Iran peut continuer à « jouer la montre ». Du point de vue du Mossad, l'Iran ne fera rien d'autre que d'utiliser des négociations pour gagner du temps. De telle sorte qu'en 2010-2011, l'Iran aura la capacité technologique de fabriquer une arme nucléaire. Réduisant ainsi la question de la militarisation (l'étape finale vers la bombe, ndlr) à une décision « politique ». « Le gouvernement israélien », ajoute un autre document américain, daté du même jour, « décrit l'année 2010 comme une année critique. Si les Iraniens continuent de protéger et consolider leurs sites nucléaires, il sera plus difficile de les viser et de les endommager ». Israël, est-il noté, attend que les États-Unis lui livrent des bombes GBU-28 capables de détruire des bunkers. Celles-ci seront fournies en mai 2010.

« LES CINQ PILIERS DE LA STRATÉGIE ISRAÉLIENNE » : Washington envoie des émissaires pour tenter de calmer la nervosité israélienne. Robert Wexler, un influent élu démocrate du Congrès américain, rencontre, le 13 mai 2009, le chef des renseignements militaires israéliens, Amos Yadlin. » Wexler explique que le président américain pourra plus facilement convaincre l'opinion américaine de soutenir une action militaire si les efforts d'engagement échouent après avoir été tentés. M. Yadlin répond qu'il n'est pas en train de conseiller les États-Unis d'ouvrir un troisième front, mais il faut comprendre qu'Israël voit les choses autrement, et ne peut retirer l'option militaire de la table », rapporte un « mémo » américain. Retour en arrière, à l'époque Bush. En août 2007, le chef du Mossad, Meir Dagan, décrit « les cinq piliers de la stratégie israélienne » face à l'Iran. Il les énumère devant le sous-secrétaire d'Etat américain, Nicholas Burns. Un télégramme diplomatique américain les résume ainsi : **A**) L'approche politique (Dagan salue les efforts pour transférer le dossier iranien au Conseil de sécurité de l'ONU, mais il dit que cette approche ne résoudra pas la crise) **B**) Des mesures clandestines (Dagan et le sous-secrétaire décident de ne pas évoquer cette approche en large comité) **C**) La contre prolifération (Dagan souligne le besoin d'empêcher l'Iran d'acquérir du savoir-faire et de la technologie. Il faut faire plus dans ce domaine) **D**) Des sanctions (Dagan dit que c'est dans ce domaine qu'ont été enregistrés les plus grands succès. Trois banques iraniennes sont sur le point de s'effondrer). **E**) Forcer un changement de régime (Dagan dit qu'il faudrait faire davantage pour fomenter un changement de régime en Iran, si possible avec le soutien de mouvements étudiants

démocrates et de groupes ethniques, Azéris, Kurdes, Baloutches, opposés au régime en place) ». L'attitude russe sur le dossier iranien est, d'après des Israéliens, « un mystère », note un télégramme américain daté de novembre 2009, près d'un an avant que le Kremlin renonce à livrer à l'Iran des missiles anti-aériens S-300. Les efforts pour rallier la Russie à la diplomatie occidentale sur l'Iran constituent un souci constant des Israéliens, qui en discutent avec l'administration Obama.

En coulisses, les tractations vont bon train. Devant Ellen Tauscher, le 1^{er} décembre 2009, Amos Gilad, « a expliqué que Moscou a demandé des livraisons de drones israéliens sophistiqués en échange de l'annulation de la vente des S-300 à Téhéran », écrit un diplomate. « Gilad a dit que les Russes reconnaissent leur retard technologique sur les drones, et qu'ils sont prêts à payer un milliard de dollars pour la technologie israélienne sur ces appareils. Il a répété qu'Israël ne fournirait pas sa technologie la plus récente, expliquant qu'elle se retrouverait probablement entre les mains des Chinois ». Le même jour, toujours devant cette responsable américaine, le directeur général du ministère israélien des affaires étrangères, Yossi Gal, « affirme que « le calendrier est essentiel », et « le temps est venu de mettre en œuvre des sanctions paralysantes » contre l'Iran, note un télégramme diplomatique. « Gal a comparé la nécessité de sanctions renforcées à une prescription d'antibiotiques par un médecin – il faut prendre tout le traitement pendant toute sa durée, sinon les médicaments n'agiront pas ». À partir de juillet 2010, sur décision de Barack Obama, les sanctions américaines contre l'Iran franchiront de nouveaux paliers.